

Aucune autorité en valeurs mobilières ne s'est prononcée sur la qualité des titres offerts dans le présent prospectus. Quiconque donne à entendre le contraire commet une infraction.

Un exemplaire du présent prospectus préalable de base simplifié provisoire a été déposé auprès de l'autorité en valeurs mobilières de chacune des provinces et de chacun des territoires du Canada; toutefois, ce document n'est pas encore dans sa forme définitive en vue du placement de titres. Les renseignements qu'il contient sont susceptibles d'être complétés ou modifiés. Les titres qu'il décrit ne peuvent être placés avant que les autorités en valeurs mobilières n'aient visé le prospectus.

Le présent prospectus simplifié est un prospectus préalable de base et a été déposé dans chacune des provinces et dans chacun des territoires du Canada selon un régime permettant d'attendre après qu'il soit dans sa version définitive pour déterminer certains renseignements concernant les titres offerts et d'omettre ces renseignements dans le prospectus. Ce régime exige que soit transmis aux souscripteurs un supplément de prospectus contenant les renseignements omis, dans un certain délai à compter de la souscription.

L'information intégrée par renvoi dans le présent prospectus préalable de base simplifié provient de documents déposés auprès des commissions de valeurs mobilières ou d'autorités analogues au Canada. On peut obtenir gratuitement des exemplaires des documents intégrés par renvoi dans le présent prospectus simplifié sur demande adressée au bureau de la secrétaire d'Intact Corporation financière au 700 University Avenue, Suite 1500-A (Service du contentieux), Toronto (Ontario) M5G 0A1, téléphone : 416-341-1464, poste 45149, ou au 2020, boulevard Robert-Bourassa, 6^e étage, Montréal (Québec) H3A 2A5, téléphone : 514-985-7111, poste 66365, ou les consulter sous forme électronique à l'adresse www.sedar.com.

Les titres qui seront émis aux termes des présentes n'ont pas été et ne seront pas inscrits aux termes de la loi des États-Unis intitulée Securities Act of 1933 en sa version modifiée (la « Loi de 1933 »), ou de toute autre loi sur les valeurs mobilières d'un État et, sauf tel qu'il est décrit à la rubrique « Mode de placement », ils ne peuvent être offerts, vendus ou livrés, directement ou indirectement, aux États-Unis ou à une personne des États-Unis (au sens de l'expression « U.S. person » dans le Regulation S pris en application de la Loi de 1933), ou pour le compte ou le bénéfice d'une telle personne.

PROSPECTUS PRÉALABLE DE BASE SIMPLIFIÉ PROVISoire

Nouvelle émission et (ou) reclassement

Le 5 décembre 2019



INTACT CORPORATION FINANCIÈRE

10 000 000 000 \$

**Titres d'emprunt
Actions de catégorie A
Actions ordinaires
Reçus de souscription
Bons de souscription
Contrats d'achat d'actions
Unités**

Intact Corporation financière (« ICF ») peut offrir et émettre de temps à autre les titres suivants : (i) des titres d'emprunt non garantis de premier rang ou de second rang (collectivement, les « titres d'emprunt »); (ii) des actions de catégorie A (les « actions de catégorie A »); (iii) des actions ordinaires (les « actions ordinaires »); (iv) des reçus de souscription (les « reçus de souscription »); (v) des bons de souscription (les « bons de souscription »); (vi) des contrats d'achat d'actions (les « contrats d'achat d'actions »); et (vii) des unités (les « unités ») composées de un ou de plusieurs des autres titres décrits dans le présent prospectus (le « prospectus »). Les titres d'emprunt, les actions de catégorie A, les actions ordinaires, les reçus de souscription, les bons de souscription, les contrats d'achat d'actions et les unités (collectivement, les « Titres ») offerts aux présentes peuvent être offerts séparément ou ensemble, en séries

(suite de la page couverture à la page suivante)

distinctes, selon des montants, aux prix et selon les modalités établis dans un ou plusieurs suppléments de prospectus connexes (chacun, un « supplément de prospectus »).

ICF peut vendre des Titres pour un montant de placement initial global d'au plus 10 000 000 000 \$ (ou l'équivalent au moment de l'émission, si les Titres sont émis dans des monnaies autres que le dollar canadien) en tout temps et à l'occasion pendant la période de 25 mois au cours de laquelle le présent prospectus, y compris toute modification des présentes, demeure valide.

Les modalités particulières des Titres visés par le présent prospectus seront énoncées dans le supplément de prospectus applicable et elles peuvent inclure, le cas échéant : (i) dans le cas de titres d'emprunt, la désignation particulière, le capital global, la monnaie ou l'unité monétaire dans laquelle ces titres peuvent être souscrits, la date d'échéance, les dispositions relatives aux intérêts, les coupures autorisées, le prix d'offre, toute modalité de rachat au gré d'ICF ou du porteur, toute condition d'échange ou de conversion ainsi que toute autre modalité particulière; (ii) dans le cas des actions de catégorie A, la désignation de la série en cause, le nombre d'actions offertes, le prix d'émission, le taux de dividende, les dates de versement du dividende, toute modalité de rachat au gré d'ICF ou du porteur, toute condition d'échange ou de conversion ainsi que toute autre modalité particulière; (iii) dans le cas des actions ordinaires, le nombre d'actions et le prix d'offre; (iv) dans le cas des reçus de souscription, le nombre de reçus de souscription offerts, le prix d'offre, la procédure d'échange des reçus de souscription contre des titres d'emprunt, des actions de catégorie A ou des actions ordinaires, selon le cas, et toute autre modalité particulière; (v) dans le cas des bons de souscription, la désignation, le nombre et les modalités des titres d'emprunt, des actions de catégorie A ou des actions ordinaires pouvant être achetés à l'exercice des bons de souscription, toute procédure qui donnera lieu au rajustement de ces nombres, du prix d'exercice, des dates et des périodes d'exercice, de la monnaie dans laquelle les bons de souscription sont émis et toute autre modalité particulière; (vi) dans le cas des contrats d'achat d'actions, que les contrats d'achat d'actions obligent ou non le porteur de ceux-ci à acheter ou à vendre des actions ordinaires ou des actions de catégorie A, selon le cas, et la nature et le nombre de chacun de ces titres et toute autre modalité particulière; et (vii) dans le cas des unités, la désignation et les modalités des unités et des Titres composant les unités et toute autre modalité particulière.

Le présent prospectus ne vise pas l'émission de titres d'emprunt à l'égard desquels le paiement du capital ou de l'intérêt, ou les deux, peut être calculé, en totalité ou en partie, en fonction d'un ou de plusieurs éléments sous-jacents, dont, à titre d'exemple, un titre de participation ou un titre d'emprunt, d'une mesure statistique du rendement économique ou financier (notamment, une monnaie, un indice des prix à la consommation ou hypothécaire, ou le prix ou la valeur d'une ou de plusieurs marchandises, un ou plusieurs indices ou autres éléments, ou d'une autre formule, ou d'une combinaison des éléments précités ou d'un panier composé de ceux-ci). Pour plus de précision, le présent prospectus peut viser l'émission des titres d'emprunt à l'égard desquels le paiement du capital ou de l'intérêt, ou les deux, peut être calculé, en totalité ou en partie, en fonction des taux affichés par une autorité bancaire centrale ou une ou plusieurs institutions financières, tels qu'un taux préférentiel, un taux des acceptations bancaires ou un taux d'intérêt de référence d'un marché reconnu, tel que le LIBOR, le TIBEUR ou un taux des fonds fédéraux américains.

Tous les renseignements que la législation en valeurs mobilières applicable permet d'omettre dans le présent prospectus seront contenus dans un ou plusieurs suppléments de prospectus qui seront remis aux souscripteurs avec le présent prospectus. Chacun des suppléments de prospectus sera réputé être intégré par renvoi au présent prospectus à la date du supplément de prospectus, mais uniquement aux fins du placement des Titres auxquels le supplément de prospectus se rapporte.

Le bureau principal et siège social d'ICF est situé au 700 University Avenue, Suite 1500, Toronto (Ontario) Canada M5G 0A1.

Les actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous le symbole « IFC », les actions privilégiées de série 1 (une série des actions de catégorie A) sont inscrites à la cote de la TSX sous le symbole « IFC.PR.A », les actions privilégiées de série 3 (une série des actions de catégorie A) sont inscrites à la cote de la TSX sous le symbole « IFC.PR.C », les actions privilégiées de série 4 (une série des actions de catégorie A) sont inscrites à la cote de la TSX sous le symbole « IFC.PR.D », les actions privilégiées de série 5 (une série des actions de catégorie A) sont inscrites à la cote de la TSX sous le symbole « IFC.PR.E », les actions privilégiées de série 6 (une série des actions de catégorie A) sont inscrites à la cote de la TSX sous le symbole « IFC.PR.F » et les actions privilégiées de série 7 (une série des actions de catégorie A) sont inscrites à la cote de la TSX sous le symbole « IFC.PR.G ». Le 4 décembre 2019, le cours de clôture d'une action ordinaire à la TSX était de 135,05 \$, le cours de

clôture d'une action privilégiée de série 1 à la TSX était de 14,28 \$, le cours de clôture d'une action privilégiée de série 3 à la TSX était de 17,33 \$, le cours de clôture d'une action privilégiée de série 4 à la TSX était de 17,05 \$, le cours de clôture d'une action privilégiée de série 5 à la TSX était de 24,45 \$, le cours de clôture d'une action privilégiée de série 6 à la TSX était de 24,60 \$ et le cours de clôture d'une action privilégiée de série 7 à la TSX était de 18,21 \$.

Les Titres peuvent être vendus par l'intermédiaire de preneurs fermes ou de courtiers les acquérant pour leur propre compte, par l'intermédiaire de placeurs pour compte désignés par ICF (ces preneurs fermes, courtiers et placeurs pour compte étant collectivement désignés dans le présent prospectus, par « courtiers en valeurs ») et individuellement par « courtier en valeurs » ou par ICF directement, de temps à autre. Se reporter à la rubrique « Mode de placement ». Chacun des suppléments de prospectus identifiera les courtiers en valeurs dont les services auront été retenus relativement au placement et à la vente des Titres auxquels se rapporte le supplément de prospectus et indiquera les conditions du placement de ces Titres, y compris, s'il y a lieu, le produit net revenant à ICF et la rémunération payable aux courtiers en valeurs, le cas échéant. Sauf indication contraire dans le supplément de prospectus applicable, les titres d'emprunt offerts aux présentes ne seront pas inscrits à la cote d'une bourse.

Le présent prospectus vise également le placement de Titres par certains porteurs de titres d'ICF, y compris une ou plusieurs filiales en propriété exclusive d'ICF (chacun d'entre eux, un « porteur de titres vendeur »). Un ou plusieurs porteurs de titres vendeurs peuvent vendre des Titres à des courtiers en valeurs qui agissent pour leur propre compte, ou par leur intermédiaire, et peuvent également vendre les Titres à un ou à plusieurs acquéreurs directement ou par l'intermédiaire de placeurs pour compte désignés à l'occasion. Se reporter aux rubriques « Mode de placement » et « Porteurs de titres vendeurs ».

Dans le cadre de tout placement de Titres (sauf indication contraire dans un supplément de prospectus), les courtiers en placement peuvent effectuer des attributions excédentaires ou des opérations visant à fixer ou maintenir le cours des titres d'ICF à un niveau supérieur à celui qui serait formé sur le marché libre. Ces opérations peuvent être commencées ou interrompues à tout moment. Se reporter à la rubrique « Mode de placement ».

Dans le présent prospectus, les termes « ICF », « nous » et « notre » renvoient à ICF et à ses filiales, à moins que le sujet ou le contexte ne soient contradictoires. À moins d'indication contraire, tous les montants qui figurent dans le présent prospectus sont exprimés en dollars canadiens. Le présent prospectus contient des termes techniques propres au secteur de l'assurance. Certains de ces termes sont définis à la rubrique « Glossaire des principaux termes en assurance et autres termes » du présent prospectus.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
DOCUMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI	5
ÉNONCÉS PROSPECTIFS	6
DONNÉES SUR LES TAUX DE CHANGE	7
FAITS RÉCENTS	8
INTACT CORPORATION FINANCIÈRE.....	8
STRUCTURE DU CAPITAL CONSOLIDÉ.....	8
DESCRIPTION DES TITRES D’EMPRUNT	8
DESCRIPTION DES ACTIONS ORDINAIRES ET DES ACTIONS DE CATÉGORIE A	9
DESCRIPTION DES REÇUS DE SOUSCRIPTION	10
DESCRIPTION DES BONS DE SOUSCRIPTION	11
DESCRIPTION DES CONTRATS D’ACHAT D’ACTIONS.....	12
DESCRIPTION DES UNITÉS.....	13
SYSTÈME D’INSCRIPTION EN COMPTE.....	14
MODE DE PLACEMENT	15
PORTEURS DE TITRES VENDEURS.....	16
EMPLOI DU PRODUIT	17
FACTEURS DE RISQUE	17
MANDATAIRE AUX FINS DE LA SIGNIFICATION DES ACTES DE PROCÉDURE.....	17
QUESTIONS D’ORDRE JURIDIQUE.....	17
AUDITEURS, AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES	17
DROITS DE RÉOLUTION ET SANCTIONS CIVILES	18
GLOSSAIRE DES PRINCIPAUX TERMES EN ASSURANCE ET AUTRES TERMES	18
ATTESTATION D’INTACT CORPORATION FINANCIÈRE	A-1

DOCUMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI

Les documents suivants d'ICF, déposés auprès des diverses commissions des valeurs mobilières ou autorités analogues au Canada, sont intégrés par renvoi au présent prospectus :

- a) la notice annuelle d'ICF pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 datée du 29 mars 2019;
- b) les états financiers consolidés audités d'ICF, de même que le rapport des auditeurs s'y rapportant et les notes y afférentes, au 31 décembre 2018 et pour l'exercice clos à cette date;
- c) le rapport de gestion d'ICF pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 (le « rapport de gestion annuel »);
- d) les états financiers consolidés intermédiaires non audités d'ICF, et les notes y afférentes, au 30 septembre 2019 et pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes à cette date;
- e) le rapport de gestion d'ICF pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 30 septembre 2019 (le « rapport de gestion intermédiaire »);
- f) la circulaire de sollicitation de procurations de la direction d'ICF datée du 29 mars 2019 relativement à l'assemblée annuelle des actionnaires d'ICF tenue le 8 mai 2019;
- g) la déclaration de changement important d'ICF datée du 19 août 2019 concernant l'acquisition indirecte proposée de La Garantie, Compagnie d'Assurance de l'Amérique du Nord et de Frank Cowan Company Limited par ICF et l'appel public à l'épargne connexe visant les reçus de souscription réalisé par ICF.

Les documents du type de ceux qui sont mentionnés à la rubrique 11.1 de l'Annexe 44-101A1 de la *Norme canadienne 44-101 – Placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié* (au Québec, l'Annexe 44-101A1 du *Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié*) (à l'exception des déclarations de changement important confidentielles), s'ils sont déposés par ICF auprès des commissions des valeurs mobilières ou d'autorités analogues au Canada après la date du présent prospectus et de tous les suppléments de prospectus (seulement à l'égard du placement de Titres auquel se rapporte un tel supplément de prospectus), qui communiquent des renseignements additionnels ou mis à jour, notamment les documents intégrés par renvoi dans les présentes, déposés conformément aux exigences de la législation canadienne en valeurs mobilières applicable et au cours de la période durant laquelle le présent prospectus est en vigueur, sont réputés intégrés par renvoi dans le présent prospectus. Les documents intégrés ou réputés intégrés par renvoi dans les présentes contiennent des renseignements importants et pertinents concernant ICF, et les lecteurs devraient examiner tous les renseignements compris dans le présent prospectus, dans le supplément de prospectus applicable et dans les documents intégrés ou réputés intégrés par renvoi dans le présent prospectus et dans le supplément de prospectus applicable.

Lorsqu'une nouvelle notice annuelle et des nouveaux états financiers annuels consolidés audités seront déposés par ICF auprès des commissions des valeurs mobilières ou d'autorités analogues au Canada pendant la période durant laquelle le présent prospectus est en vigueur, la notice annuelle précédente, les états financiers consolidés annuels précédents ainsi que tous les états financiers consolidés intermédiaires précédents (et, dans chaque cas, le rapport de gestion s'y rapportant), ainsi que les déclarations de changement important déposées avant le début de l'exercice d'ICF au cours duquel la nouvelle notice annuelle aura été déposée, ne seront plus réputés intégrés par renvoi dans le présent prospectus pour les besoins d'offres et de ventes futures de Titres aux termes du présent prospectus. Lorsque de nouveaux états financiers consolidés intermédiaires non audités seront déposés par ICF auprès des commissions des valeurs mobilières ou d'autorités analogues au Canada pendant la période durant laquelle le présent prospectus est en vigueur, les états financiers consolidés intermédiaires non audités pour une période antérieure (et le rapport de gestion s'y rapportant) seront réputés ne plus être intégrés au présent prospectus pour les besoins d'offres et de ventes futures de Titres aux termes du présent prospectus. De plus, lorsqu'une nouvelle circulaire de sollicitation de procurations préparée relativement à une assemblée annuelle des actionnaires sera déposée par ICF auprès des commissions des valeurs mobilières ou d'autorités analogues au Canada pendant la période durant laquelle le présent prospectus est en vigueur, la circulaire de sollicitation de procurations déposée relativement à la précédente

assemblée annuelle des actionnaires ne sera plus réputée être intégrée dans le présent prospectus pour les besoins d'offres et de ventes futures de Titres aux termes du présent prospectus.

Un supplément de prospectus comprenant les modalités propres à un placement de Titres sera transmis aux acquéreurs de ceux-ci avec le présent prospectus et sera réputé être intégré par renvoi au présent prospectus en date de ce supplément de prospectus, mais uniquement aux fins du placement des Titres auxquels se rapporte ce supplément de prospectus, à moins d'indication contraire dans le supplément de prospectus.

Une information qui figure dans le présent prospectus ou dans un document intégré ou réputé intégré par renvoi aux présentes est réputée modifiée ou remplacée, pour l'application du présent prospectus, dans la mesure où une information figurant aux présentes ou dans tout autre document ultérieurement déposé qui est également intégré ou réputé intégré par renvoi aux présentes la modifie ou la remplace. Il n'est pas nécessaire que dans l'information modificatrice ou de remplacement soit indiqué le fait que celle-ci modifie ou remplace une information antérieure ou qu'elle inclut une autre information figurant dans le document ou l'information qu'elle modifie ou remplace. L'inclusion d'une information modificatrice ou de remplacement n'est pas réputée constituer, à quelque fin que ce soit, une admission du fait qu'au moment où l'information antérieure a été faite elle constituait une information fausse ou trompeuse, une déclaration fausse d'un fait important ou une omission de déclarer un fait important qui doit être déclaré ou dont la mention est nécessaire pour éviter qu'une déclaration ne soit trompeuse à la lumière des circonstances dans lesquelles elle a été faite. Une information ainsi modifiée ou remplacée n'est pas réputée dans sa forme non modifiée ou non remplacée faire partie du présent prospectus.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Certaines des déclarations incluses dans le présent prospectus ou qui y sont intégrées par renvoi sur les plans actuels et futurs, les attentes et les intentions, les résultats, les niveaux d'activité, le rendement, les objectifs ou les réalisations d'ICF ou tout autre événement ou fait futur, sont des énoncés prospectifs. Les mots « peut », « sera », « devrait », « pourrait », « s'attend », « planifie », « prévoit », « tend », « indique », « anticipe », « croit », « estime », « prédit », « susceptible de », « éventuel » ou la forme négative ou d'autres variations de ces mots ou autres mots ou phrases similaires ou comparables, indiquent des énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs concernent notamment les attentes quant à la réalisation de l'acquisition et au moment de la clôture de l'acquisition; les objectifs commerciaux et la croissance attendue d'ICF (y compris l'ampleur de la croissance); les notes de crédit; l'incidence prévue de l'acquisition sur ICF, y compris les avantages et les coûts escomptés; l'effet prévu de l'acquisition sur la stratégie, les activités et le rendement financier d'ICF, dont la valeur comptable par action, le ratio de la dette sur le capital investi, le TRI, le bénéfice net d'exploitation par action, le TCMS, les PDS et le capital excédentaire; le levier financier; les objectifs de la direction pour 2019; les produits, les services, l'expertise et les compétences; les apports au bénéfice, les économies de coûts et les coûts d'intégration et de transition; et les synergies des produits des activités ordinaires.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les estimations et les attentes d'ICF à la lumière de l'expérience et de la perception d'ICF des tendances historiques, des conditions actuelles et des développements futurs prévus, ainsi que d'autres facteurs qu'ICF estime appropriés dans les circonstances. De nombreux facteurs pourraient faire en sorte que les résultats réels, le rendement ou les réalisations d'ICF ou des événements futurs diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés ou entendus dans les énoncés prospectifs, y compris, mais sans s'y limiter, les facteurs qui suivent : les processus et les résultats prévus ayant trait à la concurrence et à la réglementation dans le cadre de l'acquisition; la capacité d'ICF de mettre en œuvre sa stratégie ou d'exploiter son entreprise selon ses attentes actuelles; la capacité d'ICF d'évaluer avec exactitude les risques reliés aux contrats d'assurance qu'elle souscrit; les développements négatifs du marché des capitaux ou autres facteurs pouvant avoir une incidence sur ses placements, ses titres à taux variable et ses obligations de financement aux termes de ses régimes de retraite; le caractère cyclique du secteur de l'assurance multirisque IARD; la capacité d'ICF de prédire avec exactitude l'inflation relative aux sinistres ainsi que la fréquence et la gravité des sinistres, y compris dans le secteur de l'assurance automobile des particuliers en Ontario, des sinistres liés aux catastrophes causées par les conditions météorologiques difficiles et les autres sinistres liés aux conditions météorologiques; la réglementation gouvernementale conçue pour protéger les titulaires de police et les créanciers plutôt que les investisseurs; les litiges et les poursuites réglementaires; la publicité périodique négative à l'égard du secteur de l'assurance; une vive concurrence; la dépendance d'ICF à l'égard des courtiers et des tiers pour vendre ses produits à des clients et fournir des services à ICF; la capacité d'ICF de poursuivre avec succès sa stratégie d'acquisition; la capacité d'ICF de mettre à exécution ses plans d'affaires; la capacité d'ICF de réaliser les synergies découlant des plans d'intégration réussis relatifs aux acquisitions; les modalités et conditions de l'acquisition; les attentes d'ICF quant aux synergies, à la conjoncture économique et commerciale future et à d'autres facteurs relatifs

à l'acquisition ainsi qu'à l'incidence de ceux-ci sur la croissance et l'augmentation de diverses mesures financières; les projets de financement d'ICF en vue de l'acquisition, y compris la disponibilité d'un financement par capitaux propres et par capitaux d'emprunt dans l'avenir; diverses autres mesures à prendre ou exigences à respecter relativement à l'acquisition et à l'intégration après la clôture de l'acquisition; la participation d'ICF à la Facility Association (plan de répartition des risques obligatoire entre tous les participants du secteur de l'assurance) et à d'autres plans de répartition des risques obligatoires; des attaques terroristes et événements qui s'ensuivent; la survenance d'événements catastrophiques et la fréquence de ceux-ci, y compris un séisme majeur; les sinistres liés aux catastrophes causées par les conditions météorologiques difficiles et les autres sinistres liés aux conditions météorologiques ainsi que l'impact des changements climatiques; la capacité d'ICF à conserver ses cotes relatives à la solidité financière et au crédit de société émettrice; l'accès d'ICF au financement par capitaux d'emprunt et par capitaux propres et sa capacité concurrentielle en vue d'obtenir d'importants clients commerciaux; la capacité d'ICF à réduire le risque par l'intermédiaire de la réassurance; la capacité d'ICF à gérer avec réussite le risque de crédit (y compris le risque de crédit lié à la solidité financière des réassureurs); la capacité d'ICF de contrer la fraude et/ou l'abus; la dépendance d'ICF à l'égard de la technologie de l'information et des systèmes de télécommunications et la défaillance ou la perturbation éventuelles de ces systèmes, y compris dans le contexte du risque de cybersécurité en pleine évolution; l'incidence des progrès relatifs à la technologie et à l'utilisation des données sur les produits et la distribution d'ICF; la dépendance d'ICF envers les employés clés et sa capacité de les maintenir en poste; les modifications des lois ou des règlements; la conjoncture, et les conditions financières et politiques générales; la dépendance d'ICF à l'égard des résultats d'exploitation de ses filiales et la capacité de ses filiales de verser des dividendes; la volatilité du marché boursier et d'autres facteurs ayant une incidence sur le cours des titres d'ICF; la capacité d'ICF de couvrir l'exposition aux fluctuations des taux de change; et les ventes futures d'un nombre important d'actions ordinaires; et les modifications des lois fiscales, des conventions fiscales ou des règlements fiscaux applicables ou de leur interprétation ou de leur application.

Certains facteurs importants ou certaines hypothèses importantes sont appliqués afin d'établir ces énoncés prospectifs, y compris : le fait que les avantages prévus de l'acquisition pour ICF seront réalisés, y compris l'incidence sur la croissance et l'augmentation de diverses mesures financières; le fait que les provisions seront renforcées à la suite de la clôture de l'acquisition; le fait que la protection qu'ICF a achetée contre l'évolution défavorable des provisions sera suffisante; l'exactitude de certaines hypothèses en matière de coûts, y compris en ce qui concerne les questions de maintien en poste des employés; et les montants qui seront recouverts dans le cadre de certaines obligations et de certaines poursuites.

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent prospectus ou qui y sont intégrés par renvoi sont tous visés par ces mises en garde, celles figurant à la rubrique « Gestion des risques » du rapport de gestion annuel et du rapport de gestion intermédiaire et les facteurs de risque intégrés par renvoi provenant des autres documents d'ICF déposés auprès des commissions de valeurs mobilières ou d'autorités analogues au Canada qui sont intégrés par renvoi dans le présent prospectus. Ces facteurs ne constituent pas une liste exhaustive des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur ICF. Ils devraient toutefois être examinés avec soin. Bien que les énoncés prospectifs soient basés, de l'avis d'ICF, sur des hypothèses raisonnables, celle-ci ne peut garantir aux investisseurs que les résultats réels seront en corrélation avec ces énoncés prospectifs. Les investisseurs devraient s'assurer que l'information qui précède est considérée avec soin lorsqu'ils se fient aux énoncés prospectifs pour prendre des décisions. Il ne faut pas se fier outre mesure à des énoncés prospectifs figurant dans le présent prospectus ou dans les documents intégrés par renvoi. ICF n'a pas l'intention de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs, et ne s'engage pas à le faire, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, sauf tel qu'il est requis par la loi.

DONNÉES SUR LES TAUX DE CHANGE

Le tableau suivant présente, pour les périodes indiquées, les taux de change de clôture extrêmes, moyens et à la fin de la période, de un dollar américain, exprimé en dollars canadiens, publiés par la Banque du Canada¹.

1. En date du 1^{er} mai 2017, la Banque du Canada ne publie qu'un seul taux moyen quotidien et a cessé de publier un taux de change à midi ou de clôture en date du 28 avril 2017. Les taux antérieurs au 1^{er} mai 2017 ont été calculés en fonction de taux de change de clôture. Depuis le 1^{er} mai 2017, les taux sont calculés en fonction de taux moyens quotidiens.

	Période de neuf mois close le 30 septembre	Exercices clos les 31 décembre		
	2019	2018	2017	2016
	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
Taux le plus élevé au cours de la période	1,3600	1,3642	1,3743	1,4559
Taux le plus bas au cours de la période	1,3038	1,2288	1,2128	1,2536
Taux moyen pour la période	1,3292	1,2957	1,2986	1,3245
Taux à la fin de la période	1,3243	1,3642	1,2545	1,3427

Le 4 décembre 2019, le taux de change moyen quotidien affiché par la Banque du Canada pour la conversion en dollars canadiens de montants libellés en dollars américains s'établissait à : 1,00 \$ US = 1,3223 \$. Aucune déclaration n'est faite selon laquelle des dollars canadiens pourraient être convertis en dollars américains à ce taux ou à tout autre taux.

FAITS RÉCENTS

Le 26 novembre 2019, ICF a conclu une convention de crédit modifiée et mise à jour avec une importante institution financière à titre d'agent administratif et un syndicat de prêteurs visant à (i) fournir une facilité de crédit renouvelable de 750 000 000 \$, qui peut être portée à 1 250 000 000 \$ conformément à ses modalités; (ii) inclure OneBeacon U.S. Financial Services, Inc. et OneBeacon Services, LLC à titre d'emprunteurs américains supplémentaires; (iii) inclure Canada Brokerlink Inc. et Canada Brokerlink (Ontario) Inc. à titre d'emprunteurs supplémentaires aux termes d'un crédit-relais; et (iv) prolonger la durée de cette convention jusqu'au 26 novembre 2024. Par ailleurs, OneBeacon U.S. Financial Services, Inc. a conclu une convention de prêt à terme avec une importante institution financière à titre d'agent, ICF à titre de garant et un syndicat de prêteurs visant à fournir un prêt à terme de 200 000 000 \$ US échéant le 26 mai 2021.

Le 2 décembre 2019, ICF a réalisé son acquisition indirecte de La Garantie, Compagnie d'Assurance de l'Amérique du Nord et de Frank Cowan Company Limited (l'« acquisition ») pour un prix d'achat d'environ 1,0 G\$. À la clôture de l'acquisition, les 3 829 500 reçus de souscription émis par ICF dans le cadre de son placement par voie de prise ferme du mois d'août 2019 ont été échangés, conformément à leurs modalités, contre des actions ordinaires, à raison de un reçu de souscription contre une action ordinaire.

INTACT CORPORATION FINANCIÈRE

Intact Corporation financière est une société de portefeuille constituée sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* qui, par l'intermédiaire de ses filiales en exploitation, offre des assurances IARD au Canada et aux États-Unis.

STRUCTURE DU CAPITAL CONSOLIDÉ

À l'exception des 3 829 500 reçus de souscription échangés à raison d'un pour un contre des actions ordinaires d'ICF, aucune modification importante n'a été apportée au capital social et à l'encours de la dette d'ICF sur une base consolidée depuis le 30 septembre 2019.

DESCRIPTION DES TITRES D'EMPRUNT

Le texte qui suit établit certaines des conditions générales des titres d'emprunt. Les modalités particulières des titres d'emprunt offerts aux termes d'un supplément de prospectus d'accompagnement et la mesure dans laquelle les conditions générales décrites ci-après peuvent s'appliquer à ces titres d'emprunt seront décrites dans ce supplément de prospectus. Étant donné que les modalités d'une série de titres d'emprunt peuvent différer de l'information générale figurant dans le présent prospectus, dans tous les cas, un investisseur devrait s'appuyer sur les renseignements figurant dans le supplément de prospectus applicable s'ils diffèrent des renseignements figurant dans le présent prospectus.

Les titres d'emprunt seront des obligations non garanties directes d'ICF. Les titres d'emprunt seront des créances de premier rang ou de second rang d'ICF, comme il est décrit dans le supplément de prospectus pertinent. Les titres d'emprunt de premier rang auront égalité de rang, quant au droit de paiement, avec toutes les autres créances

non garanties et non subordonnées d'ICF (à l'exception des créances non garanties et non subordonnées ayant priorité de rang aux termes de dispositions obligatoires prévues par la loi). Les titres d'emprunt de second rang seront subordonnés, quant au droit de paiement, au paiement par préférence en totalité des titres d'emprunt de premier rang et aux autres créances de premier rang d'ICF.

Les titres d'emprunt seront émis aux termes d'un ou de plusieurs actes de fiducie (chacun, un « acte de fiducie ») qui, dans chacun des cas, sont intervenus entre ICF et une institution financière à laquelle s'applique la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt* (Canada) ou une institution financière constituée sous le régime des lois de toute province du Canada et autorisée à exercer ses activités en tant que fiducie (chacune, un « fiduciaire »). Les déclarations faites aux présentes relativement aux actes de fiducie et aux conventions de reçu de versement et de nantissement (voir ci-après) et aux titres d'emprunt qui doivent être émis aux termes des présentes constituent un résumé de certaines dispositions envisagées de ces actes de fiducie. De plus, ces déclarations ne se veulent pas complètes et elles sont présentées intégralement sous réserve des dispositions de l'acte de fiducie applicable et, s'il y a lieu, de toute convention de reçu de versement et de nantissement et des dispositions supplémentaires et des dispositions de dépôt relatives à ces titres d'emprunt, en plus d'être qualifiées dans leur intégralité par renvoi à celles-ci.

Chaque acte de fiducie peut prévoir que le capital global des titres d'emprunt pouvant être émis aux termes de l'acte de fiducie ne dépassera pas un montant qui peut être autorisé de temps à autre par ICF. Tout supplément de prospectus lié aux titres d'emprunt complétant le présent prospectus contiendra les modalités ainsi que d'autres renseignements relativement aux titres d'emprunt offerts aux termes des présentes, notamment : (i) la désignation, le capital global et les coupures autorisées de ces titres d'emprunt; (ii) la monnaie ou l'unité monétaire dans laquelle ces titres peuvent être souscrits ainsi que la monnaie ou les unités monétaires dans lesquelles le capital et les intérêts ou d'autres montants sont payables (dans l'un ou l'autre des cas, s'ils ne sont pas payables en dollars canadiens); (iii) le pourcentage du capital selon lequel ces titres d'emprunt seront émis; (iv) la ou les dates auxquelles ces titres d'emprunt arriveront à échéance; (v) le ou les taux par année auxquels ces titres d'emprunt porteront intérêt (le cas échéant) ou la méthode d'établissement de ces taux (s'il y a lieu); (vi) les dates auxquelles ces intérêts seront payables et les dates de clôture des registres aux fins de ces paiements; (vii) le fiduciaire aux termes de l'acte de fiducie dans le cadre duquel les titres d'emprunt doivent être émis; (viii) les modalités de rachat ou les modalités selon lesquelles ces titres d'emprunt peuvent être éteints; (ix) si ces titres d'emprunt doivent être émis sous forme nominative, au porteur ou sous forme de titres globaux provisoires ou permanents ainsi que le mode d'échange, de transfert et de propriété de ceux-ci; (x) toute condition d'échange ou de conversion; et (xi) toute autre modalité particulière. Une copie de ces actes de fiducie sera déposée par ICF auprès des autorités en valeurs mobilières après qu'ils auront été conclus et sera accessible sous le profil d'ICF sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Les titres d'emprunt peuvent, au gré d'ICF, être émis sous forme essentiellement nominative, sous forme d'« inscription en compte » (dont les conséquences sont abordées ci-après à la rubrique « Système d'inscription en compte ») ou sans certificat.

Des titres d'emprunt d'une seule série peuvent être émis à divers moments et prévoir différentes dates d'échéance, peuvent porter intérêt à différents taux et peuvent autrement varier.

Les titres d'emprunt placés conformément au présent prospectus et à tout supplément de prospectus peuvent être représentés par des reçus de versement, dont les modalités et dispositions particulières seront décrites dans le supplément de prospectus applicable et énoncées dans une convention de reçu de versement et de nantissement. Ces reçus de versement éventuels attesteront notamment a) le fait qu'un premier versement a été effectué à l'égard des titres d'emprunt qu'ils représentent, et b) la propriété véritable des titres d'emprunt représentés par le reçu de versement, sous réserve d'un nantissement de ces titres d'emprunt garantissant l'obligation de payer l'encours aux termes de ces titres d'emprunt au plus tard à une date donnée. Une copie de cette convention de reçu de versement et de nantissement sera déposée par ICF auprès des autorités en valeurs mobilières après qu'elle aura été conclue et sera accessible sous le profil d'ICF sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

DESCRIPTION DES ACTIONS ORDINAIRES ET DES ACTIONS DE CATÉGORIE A

Le capital-actions autorisé d'ICF est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'un nombre illimité d'actions de catégorie A, pouvant être émises en série, des droits et des privilèges qui peuvent être établis de temps à autre par le conseil d'administration d'ICF. Au 5 décembre 2019, 143 018 134 actions ordinaires, 10 000 000 d'actions privilégiées de série 1, 8 405 004 actions privilégiées de série 3, 1 594 996 actions privilégiées

de série 4, 6 000 000 d'actions privilégiées de série 5, 6 000 000 d'actions privilégiées de série 6 et 10 000 000 d'actions privilégiées de série 7 étaient émises et en circulation.

ICF a autorisé, sans les émettre, les actions privilégiées de série 2 et les actions privilégiées de série 8.

Actions ordinaires

Les porteurs d'actions ordinaires ont droit à des dividendes au moment où ceux-ci sont déclarés par le conseil d'administration d'ICF et, à moins d'indication contraire dans la loi, ont droit à une voix par action ordinaire à l'égard de toutes les questions faisant l'objet d'un vote aux assemblées des actionnaires. En cas de liquidation volontaire ou involontaire ou de la dissolution d'ICF, les porteurs d'actions ordinaires ont droit à leur quote-part des actifs restants disponibles à des fins de distribution, déduction faite des dettes et sous réserve des droits rattachés à toute action ayant un rang supérieur aux actions ordinaires.

Actions de catégorie A

Les actions de catégorie A pourront être émises de temps à autre en une ou plusieurs séries. Le conseil d'administration d'ICF sera autorisé à décider, avant l'émission, du nombre d'actions, de la contrepartie, de la désignation et des dispositions qui sont reliées aux actions de catégorie A de chaque série, qui peuvent comprendre des droits de vote. Les actions de catégorie A de chaque série sont de rang égal à celui des actions de catégorie A de toute autre série et auront préséance sur les actions ordinaires à l'égard des dividendes et du remboursement du capital en cas de liquidation ou de dissolution d'ICF.

Les statuts d'ICF, qui comprennent les modalités des actions privilégiées de série 1, des actions privilégiées de série 2, des actions privilégiées de série 3, des actions privilégiées de série 4, des actions privilégiées de série 5, des actions privilégiées de série 6, des actions privilégiées de série 7 et des actions privilégiées de série 8, sont accessibles sous notre profil SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

DESCRIPTION DES REÇUS DE SOUSCRIPTION

Le texte qui suit présente certaines modalités et dispositions générales des reçus de souscription. ICF peut émettre des reçus de souscription pouvant être échangés par leurs porteurs contre des titres d'emprunt, des actions de catégorie A ou des actions ordinaires sous réserve de certaines conditions. Les conditions et les dispositions particulières des reçus de souscription offerts aux termes d'un supplément de prospectus et la mesure dans laquelle les conditions générales décrites ci-après s'appliquent à ces reçus de souscription seront décrites dans le supplément de prospectus. Étant donné que les modalités d'une série de reçus de versement peuvent différer de l'information générale figurant dans le présent prospectus, dans tous les cas, un investisseur devrait s'appuyer sur les renseignements figurant dans le supplément de prospectus applicable s'ils diffèrent des renseignements figurant dans le présent prospectus.

Les reçus de souscription peuvent être offerts séparément ou avec des titres d'emprunt, des actions de catégorie A ou des actions ordinaires, selon le cas. Les reçus de souscription seront émis aux termes d'une convention relative aux reçus de souscription conclue avec un ou plusieurs agents de reçus de souscription qu'ICF désignera dans le supplément de prospectus applicable.

Certaines dispositions des reçus de souscription et des conventions relatives aux reçus de souscription sont résumées ci-après. Ce résumé n'est pas complet. Les énoncés formulés dans le présent prospectus sur toute convention relative à des reçus de souscription et les bons de souscription devant être émis aux termes de celle-ci constituent des résumés de certaines dispositions prévues aux termes de celle-ci, sont assujettis à toutes les dispositions de la convention relative aux reçus de souscription applicable et sont formulés entièrement sous réserve de toutes les dispositions de la convention relative aux reçus de souscription applicable et, s'il y a lieu, des dispositions supplémentaires et des dispositions de dépôt relatives à ces reçus de souscription.

Tout supplément de prospectus visant des reçus de souscription aux termes du présent prospectus renfermera les modalités et tout autre renseignement concernant les reçus de souscription offerts aux termes des présentes, y compris :

- a) le nombre de reçus de souscription;
- b) le prix auquel les reçus de souscription seront offerts et si le prix peut être payé en versements;
- c) les conditions d'échange des reçus de souscription contre des titres d'emprunt, des actions de catégorie A ou des actions ordinaires, selon le cas, et les conséquences de ces conditions si elles ne sont pas respectées;
- d) la procédure d'échange des reçus de souscription contre des titres d'emprunt, des actions de catégorie A ou des actions ordinaires, selon le cas;
- e) le nombre de titres d'emprunt, d'actions de catégorie A ou d'actions ordinaires, selon le cas, contre lesquels chaque reçu de souscription pourra être échangé;
- f) la désignation et les modalités des autres Titres avec lesquels les reçus de souscription seront offerts, s'il y a lieu, et le nombre de reçus de souscription qui seront offerts avec chaque Titre;
- g) les dates auxquelles les reçus de souscription peuvent être échangés contre des titres d'emprunt, des actions de catégorie A ou des actions ordinaires, selon le cas, ou les périodes pendant lesquelles ceux-ci peuvent l'être;
- h) le fait de savoir si les reçus de souscription sont inscrits à la cote d'une bourse;
- i) le fait de savoir si les reçus de souscription seront émis sous forme entièrement nominative ou sous forme d'« inscription en compte »;
- j) les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions rattachés aux reçus de souscription;
- k) toute autre modalité particulière.

Avant l'échange de leurs reçus de souscription, les porteurs de reçus de souscription n'auront pas les mêmes droits que les porteurs de Titres assujettis aux reçus de souscription.

DESCRIPTION DES BONS DE SOUSCRIPTION

Le texte qui suit présente certaines modalités et dispositions générales des bons de souscription. Les modalités particulières des bons de souscription offerts aux termes d'un supplément de prospectus d'accompagnement et la mesure dans laquelle les conditions générales décrites ci-après peuvent s'appliquer à ces bons de souscription seront décrites dans ce supplément de prospectus. Étant donné que les modalités d'une série de bons de souscription peuvent différer de l'information générale figurant dans le présent prospectus, dans tous les cas, un investisseur devrait s'appuyer sur les renseignements figurant dans le supplément de prospectus applicable s'ils diffèrent des renseignements figurant dans le présent prospectus.

ICF peut émettre des bons de souscription visant l'achat de titres d'emprunt, d'actions de catégorie A, d'actions ordinaires ou d'autres titres. Les bons de souscription peuvent être émis séparément ou avec les titres d'emprunt, les actions de catégorie A ou les actions ordinaires offerts au moyen d'un supplément de prospectus et peuvent se rapporter à des Titres déjà offerts ou peuvent être offerts séparément. Les bons de souscription seront émis aux termes d'une ou de plusieurs conventions relatives à des bons de souscription entre ICF et un agent de bons de souscription (l'« agent de bons de souscription ») que ICF désignera dans le supplément de prospectus applicable.

Certaines dispositions des bons de souscription et des conventions relatives aux bons de souscription sont résumées ci-après. Ce résumé n'est pas complet. Les énoncés formulés dans le présent prospectus sur toute convention relative à des bons de souscription et les bons de souscription devant être émis aux termes de celle-ci constituent des résumés de certaines dispositions prévues aux termes de celle-ci, sont assujettis à toutes les dispositions de la convention relative aux bons de souscription applicable et sont formulés entièrement sous réserve de toutes les dispositions de la convention relative aux bons de souscription applicable et, s'il y a lieu, des dispositions supplémentaires et des dispositions de dépôt relatives à ces bons de souscription.

Tout supplément de prospectus visant des bons de souscription aux termes du présent prospectus renfermera les modalités et tout autre renseignement concernant les bons de souscription offerts aux termes des présentes, y compris :

- a) la désignation des bons de souscription;
- b) le nombre global de bons de souscription offerts et le prix d'offre;
- c) la désignation, le nombre et les modalités des titres d'emprunt, des actions de catégorie A, des actions ordinaires ou tout autre titre pouvant être acheté à l'exercice des bons de souscription et la procédure qui donnera lieu aux rajustements de ces nombres;
- d) le prix d'exercice des bons de souscription;
- e) les dates auxquelles les bons de souscription peuvent être exercés ou les périodes pendant lesquelles les bons de souscription peuvent être exercés;
- f) la désignation et les modalités des titres avec lesquels les bons de souscription sont émis;
- g) si les bons de souscription sont émis en tant qu'unité avec un autre titre, la date à partir de laquelle les bons de souscription et l'autre titre pourront être transférés séparément;
- h) la monnaie ou l'unité monétaire dans laquelle le prix d'exercice est libellé;
- i) tout nombre minimal ou maximal de bons de souscription pouvant être exercés en une seule fois;
- j) le fait de savoir si ces bons de souscription sont inscrits à la cote d'une bourse;
- k) les modalités, les procédures et les restrictions relatives à la transférabilité, à l'échange ou à l'exercice des bons de souscription;
- l) le fait de savoir si les bons de souscription seront émis sous forme entièrement nominative ou sous forme d'« inscription en compte »;
- m) les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions rattachés aux bons de souscription;
- n) toute autre modalité particulière.

Avant l'exercice des bons de souscription, les porteurs de bons de souscription n'auront aucun des droits des porteurs de titres assujettis aux bons de souscription.

DESCRIPTION DES CONTRATS D'ACHAT D'ACTIONS

Le texte qui suit présente certaines modalités et dispositions générales des contrats d'achat d'actions. Les modalités particulières des contrats d'achat d'actions offerts aux termes d'un supplément de prospectus d'accompagnement et la mesure dans laquelle les conditions générales décrites ci-après peuvent s'appliquer à ces contrats d'achat d'actions seront décrites dans ce supplément de prospectus. Étant donné que les modalités d'une série de contrats d'achat d'actions peuvent différer de l'information générale figurant dans le présent prospectus, dans tous les cas, un investisseur devrait s'appuyer sur les renseignements figurant dans le supplément de prospectus applicable s'ils diffèrent des renseignements figurant dans le présent prospectus.

ICF peut émettre des contrats d'achat d'actions représentant des contrats qui obligent les porteurs à acheter de ICF ou à lui vendre, et à obliger ICF à acheter des porteurs ou à leur vendre, un nombre précis d'actions ordinaires ou d'actions de catégorie A, selon le cas, à des dates ultérieures, y compris au moyen de versements. ICF a fait part de son engagement à l'autorité de réglementation en valeurs mobilières de chacune des provinces et de chacun des territoires du Canada qu'elle ne placera pas de contrats d'achat d'actions auprès des membres du public du Canada, à moins que le supplément de prospectus renfermant les modalités particulières des contrats d'achat d'actions devant

être placés séparément soit d'abord approuvé aux fins du dépôt par l'autorité en valeurs mobilières de chaque province et territoire du Canada où les contrats d'achat d'actions seront placés.

Le prix de l'action ordinaire ou de l'action de catégorie A, selon le cas, peut être établi au moment où les contrats d'achat d'actions sont émis ou peut être établi en fonction d'une formule précise stipulée dans les contrats d'achat d'actions. ICF peut émettre des contrats d'achat d'actions conformément aux lois applicables et selon un nombre et en autant de séries distinctes qu'elle peut déterminer.

Tout supplément de prospectus visant les contrats d'achat d'actions aux termes du présent prospectus renfermera les modalités et tout autre renseignement concernant les contrats d'achat d'actions offerts aux termes des présentes, notamment :

- a) le fait de savoir si les contrats d'achat d'actions obligent le porteur d'acheter ou de vendre, ou d'acheter et de vendre, les actions ordinaires ou les actions de catégorie A, selon le cas, et la nature et le nombre de chacun de ces titres, ou le mode d'établissement de ces nombres;
- b) le fait de savoir si les contrats d'achat d'actions peuvent être payés d'avance ou non, ou payés en versements;
- c) toute condition d'achat ou de vente et les conséquences si ces conditions ne sont pas respectées;
- d) le fait de savoir si les contrats d'achat d'actions doivent être réglés par la remise des actions ordinaires ou des actions de catégorie A ou en fonction de la valeur ou du rendement de ceux-ci;
- e) l'anticipation, l'annulation, la résiliation ou toute autre disposition relative au règlement de contrats d'achat d'actions;
- f) les dates auxquelles la vente ou l'achat doit être fait, le cas échéant;
- g) le fait de savoir si ces contrats d'achat d'actions devront être inscrits à la cote d'une bourse;
- h) le fait de savoir si les contrats d'achat d'actions seront émis sous forme entièrement nominative ou sous forme globale;
- i) les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions rattachés aux contrats d'achat d'actions;
- j) toute autre modalité particulière.

Le supplément de prospectus stipulera les modalités des contrats d'achat d'actions. La description qui précède et toute description de contrats d'achat d'actions dans le supplément de prospectus applicable ne prétendent pas être complètes, sont assujetties à la convention relative aux contrats d'achat d'actions et sont données entièrement sous réserve de la convention relative aux contrats d'achat d'actions et, s'il y a lieu, des dispositions supplémentaires et des dispositions de dépôt relatives à ces contrats d'achat d'actions.

Dans le cas où les contrats d'achat d'actions qui obligent les porteurs à acheter des titres de la ICF, les porteurs n'auront aucun des droits des porteurs de titres devant être achetés conformément aux contrats d'achat d'actions jusqu'à la conclusion de l'achat de ces titres par le porteur visé conformément aux modalités du contrat d'achat d'actions.

DESCRIPTION DES UNITÉS

Le texte qui suit présente certaines modalités et dispositions générales des unités. Les modalités particulières des unités offertes aux termes d'un supplément de prospectus d'accompagnement et la mesure dans laquelle les conditions générales décrites ci-après peuvent s'appliquer à ces unités seront décrites dans ce supplément de prospectus. Étant donné que les modalités d'une série d'unités peuvent différer de l'information générale figurant dans le présent prospectus, dans tous les cas, un investisseur devrait s'appuyer sur les renseignements figurant dans le supplément de prospectus applicable s'ils diffèrent des renseignements figurant dans le présent prospectus.

ICF a fait part de son engagement à l'autorité de réglementation des valeurs mobilières de chacune des provinces et de chacun des territoires du Canada qu'elle ne distribue pas des unités composées de contrats d'achat d'actions, séparément aux membres du public du Canada à moins que le placement ne soit lié à la contrepartie versée pour une opération d'acquisition ou de fusion et qu'il en fasse partie intégrante ou à moins que le supplément de prospectus renfermant les modalités particulières de ces unités devant être distribuées séparément soit d'abord approuvé aux fins du dépôt par l'autorité en valeurs mobilières de chaque province et territoire du Canada où les unités seront distribuées.

ICF peut émettre des unités composées d'un ou de plusieurs Titres décrits dans le présent prospectus, selon toute combinaison. Chaque unité sera émise de sorte que le porteur de l'unité soit également le porteur de chaque Titre qui la compose. Par conséquent, le porteur d'une unité aura les droits et les obligations du porteur de chaque Titre composant cette unité. La convention relative aux unités aux termes de laquelle une unité est émise peut stipuler que les Titres composant l'unité ne peuvent être détenus ni transférés séparément, en tout temps ou en tout temps avant une date précise.

Tout supplément de prospectus visant des unités aux termes du présent prospectus renfermera les modalités et tout autre renseignement concernant les unités offertes aux termes des présentes, notamment :

- a) la désignation et les modalités des unités et des Titres composant les unités, notamment le fait que ces Titres peuvent être détenus et transférés séparément et les circonstances dans lesquelles ils peuvent l'être;
- b) toute disposition relative à l'émission, au paiement, au règlement, au transfert ou à l'échange des unités ou des Titres composant les unités;
- c) le fait de savoir si les unités seront émises sous forme entièrement nominative ou sous forme globale;
- d) toute autre modalité particulière.

Le supplément de prospectus stipulera les modalités des unités. La description qui précède et toute description des unités dans le supplément de prospectus ne prétendent pas être complètes et sont assujetties à la convention relative aux unités et sont données entièrement sous réserve du texte intégral de la convention relative aux unités et, s'il y a lieu, des dispositions supplémentaires et des dispositions du dépôt relatives à ces unités.

SYSTÈME D'INSCRIPTION EN COMPTE

Les Titres émis sous forme d'« inscription en compte » doivent être achetés, cédés ou rachetés par l'intermédiaire d'adhérents (les « adhérents à la CDS ») au service de dépôt des Services de dépôt et de compensation CDS inc., le successeur ou le prête-nom de celle-ci (collectivement, la « CDS »). Chacun des courtiers en valeurs désignés dans un supplément de prospectus offrant des Titres sous forme d'« inscription en compte » sera un adhérent à la CDS. À la clôture d'un placement de Titres sous forme d'« inscription en compte », ICF remettra à la CDS un certificat global ou des certificats attestant le nombre total de Titres souscrits aux termes de ce placement, et les immatriculera en son nom. Sauf pour ce qui est décrit plus loin, les acquéreurs de Titres n'auront droit à aucun certificat ou autre effet d'ICF ou de la CDS attestant qu'ils sont propriétaires des Titres en question et aucun acquéreur n'apparaîtra aux registres tenus par la CDS sauf par l'intermédiaire d'une inscription en compte d'un adhérent à la CDS agissant au nom de cet acquéreur. Chaque acquéreur d'un Titre recevra un avis d'exécution de la part du courtier en valeurs qui lui a vendu les Titres conformément aux pratiques et aux procédures de ce courtier en valeurs. Les pratiques des courtiers en valeurs peuvent varier, mais, en règle générale, les avis d'exécution sont transmis dès que possible après l'exécution de l'ordre du client. Dans le présent prospectus, les renvois aux porteurs de Titres désignent, à moins que le contexte n'exige le contraire, le propriétaire de la participation véritable dans ces Titres.

La CDS sera chargée d'ouvrir et de tenir les comptes pour les adhérents à la CDS qui ont des participations dans les Titres. Si (i) le système d'inscription en compte cesse d'exister; (ii) ICF estime que la CDS n'est plus disposée ou apte à s'acquitter comme il se doit de ses responsabilités de dépositaire à l'égard des Titres et qu'ICF est incapable de lui trouver un successeur compétent; ou (iii) ICF décide à son gré de retirer les Titres du système d'inscription en compte, ou qu'elle est tenue de le faire par la loi ou les règlements applicables de toute bourse, alors des certificats représentant les Titres seront remis aux porteurs de ces Titres ou à leur prête-nom.

Transfert, conversion et rachat de Titres

Les transferts de la propriété des Titres, les conversions de Titres ou les rachats de Titres s'effectueront uniquement dans les registres que tient la CDS pour ces Titres (en ce qui concerne les participations des adhérents à la CDS) et dans les registres des adhérents à la CDS (en ce qui concerne les participations des personnes autres que des adhérents à la CDS). Les porteurs de Titres qui ne sont pas des adhérents à la CDS, mais qui souhaitent acheter ou vendre des Titres ou en transférer la propriété ou une autre forme de participation dans ceux-ci, ne peuvent le faire que par l'intermédiaire des adhérents à la CDS. Selon le territoire dans lequel le porteur est situé, la capacité d'un porteur de nantir des Titres ou de prendre d'autres mesures à l'égard de sa participation dans des Titres (autrement que par l'intermédiaire d'un adhérent à la CDS) pourrait être limitée à défaut d'un certificat matériel.

Païement et livraison

ICF effectuera ou prendra les dispositions nécessaires pour que soient effectués les paiements du capital, du prix de rachat, le cas échéant, des dividendes et des intérêts, selon le cas, à l'égard des Titres à la CDS en tant que porteur inscrit des Titres. De plus, ICF comprend que les paiements seront acheminés par la CDS à des adhérents à la CDS conformément aux pratiques et aux procédures usuelles de la CDS. Tant que la CDS est le porteur inscrit des Titres, elle sera considérée comme le propriétaire unique des Titres aux fins de la réception des avis ou des paiements effectués à l'égard de ceux-ci. Tant que les Titres sont détenus dans le système d'inscription en compte de la CDS, la responsabilité d'ICF à l'égard des Titres se limite au paiement du capital, du prix de rachat, le cas échéant, des dividendes et des intérêts, selon le cas, sur les Titres à la CDS en tant que porteur inscrit des Titres. ICF prévoit que, dès la réception d'un paiement à l'égard des Titres, la CDS créditera les comptes des adhérents à la CDS de montants proportionnels à leurs participations respectives dans le capital de ces Titres qui sont indiquées dans les registres de la CDS, conformément aux pratiques et aux procédures courantes de la CDS. ICF prévoit également que les paiements versés par les adhérents à la CDS aux propriétaires des participations véritables dans les Titres détenus par leur intermédiaire seront effectués conformément aux directives en vigueur et aux pratiques courantes, et que ces paiements relèveront de la responsabilité de ces adhérents.

Chaque propriétaire véritable doit se référer aux procédures de la CDS et, si ce propriétaire n'est pas un adhérent à la CDS, aux procédures de l'adhérent à la CDS par l'intermédiaire duquel ce propriétaire véritable détient sa participation, pour exercer tout droit à l'égard des Titres. ICF reconnaît que, aux termes des politiques actuelles de la CDS et des pratiques du secteur, si ICF exige qu'une mesure soit prise par un propriétaire véritable ou si un propriétaire véritable souhaite remettre un avis ou prendre une mesure qu'un porteur inscrit a le droit de prendre ou un avis qu'il a le droit de remettre à l'égard des Titres, la CDS autorisera l'adhérent à la CDS agissant au nom du propriétaire véritable à remettre cet avis ou à prendre cette mesure, conformément aux procédures établies par la CDS ou convenues de temps à autre par ICF, tout fiduciaire ou agent de bons de souscription et la CDS. Tout propriétaire véritable qui n'est pas un adhérent à la CDS doit se référer à l'entente contractuelle conclue, directement ou indirectement par son intermédiaire financier, avec son adhérent à la CDS pour remettre cet avis ou pour prendre cette mesure.

Ni ICF, ni les courtiers en valeurs, ni le fiduciaire n'assumeront quelque responsabilité que ce soit à l'égard de ce qui suit : (i) tout aspect des registres concernant la propriété véritable des Titres détenus par la CDS ou les paiements ou les transmissions qui s'y rapportent; (ii) la tenue, la supervision ou l'examen de registres se rapportant aux Titres; ou (iii) les avis donnés ou les représentations faites par la CDS ou à l'égard de celle-ci et se rapportant aux règles régissant la CDS ou à toute mesure devant être prise par la CDS ou à la demande de ses adhérents.

MODE DE PLACEMENT

ICF et tout porteur de titres vendeur peuvent vendre des Titres à des preneurs fermes ou à des courtiers les acquérant pour leur propre compte, ou les vendre par leur intermédiaire, et ils peuvent aussi vendre des Titres à un ou plusieurs acquéreurs directement ou par l'intermédiaire de placeurs pour compte désignés par ICF. Les Titres pourront être vendus de temps à autre dans le cadre d'une ou de plusieurs opérations à des prix déterminés ou à des prix qui peuvent être modifiés, aux prix du marché en vigueur au moment de la vente, à des prix liés à ces prix du marché en vigueur ou à des prix à négocier avec les acquéreurs.

Un supplément de prospectus établira les modalités d'un placement de Titres, notamment le ou les noms des courtiers en valeurs, le prix d'offre initial, le produit revenant à ICF ou au porteur de titres vendeur applicable, les

escomptes de prise ferme ou la rémunération à payer à un courtier en valeurs et les escomptes, concessions ou commissions autorisées, de nouveau autorisées ou payées par des courtiers en valeurs à d'autres courtiers en valeurs.

Si on a recours à des preneurs fermes dans le cadre de la vente, les Titres seront acquis par les preneurs fermes pour leur propre compte et peuvent être revendus de temps à autre dans le cadre d'une ou de plusieurs opérations, notamment d'opérations négociées, à un prix d'offre prédéterminé ou à des prix variables, fixés au moment de la vente, à des prix du marché en vigueur au moment de la vente ou à des prix liés à ces prix du marché en vigueur. Les obligations des preneurs fermes d'acquérir ces Titres seront assujetties à certaines conditions préalables, et les preneurs fermes devront acquérir tous les Titres offerts dans le cadre du supplément de prospectus si des Titres sont achetés.

Les Titres peuvent être vendus directement par ICF ou tout porteur de titres vendeur aux prix et selon les modalités convenus entre ICF et le porteur de titres vendeur, le cas échéant, et l'acquéreur ou par l'intermédiaire de placeurs pour compte désignés par ICF ou le porteur de titres vendeur, le cas échéant, de temps à autre. À moins d'indication contraire dans le supplément de prospectus applicable, tout mandataire agit en déployant ses meilleurs efforts pendant la période de son mandat.

Tout prix d'offre et tout escompte, toute concession ou tout courtage autorisé ou autorisé de nouveau ou payé à des courtiers en valeurs peut être modifié de temps à autre. ICF ou le porteur de titres vendeur peuvent convenir de verser aux courtiers en valeurs une rémunération pour différents services liés à l'émission et à la vente de Titres offerts aux termes des présentes. Les courtiers en valeurs qui participent au placement des Titres pourraient avoir droit, aux termes de conventions à conclure avec ICF ou le porteur de titres vendeur, à une indemnisation par ICF ou le porteur de titres vendeur, le cas échéant, à l'égard de certaines obligations, notamment les obligations aux termes de la législation en valeurs mobilières ou à une contribution relativement à des paiements que ces courtiers en valeur pourraient être tenus de faire à l'égard de celles-ci.

Dans le cadre de tout placement de Titres (à moins d'indication contraire dans un supplément de prospectus), les courtiers en valeurs peuvent attribuer des titres d'ICF en excédent de l'émission ou effectuer des opérations visant à fixer ou à stabiliser leur cours à un niveau supérieur au cours qui serait formé sur un marché libre. Ces opérations peuvent être entamées ou interrompues à tout moment pendant le placement.

Les Titres qui seront émis aux termes des présentes n'ont pas été ni ne seront inscrits aux termes de la Loi de 1933, ou d'une loi sur les valeurs mobilières de quelque État, et ils ne peuvent être offerts, vendus ou livrés, directement ou indirectement, aux États-Unis ou à une personne des États-Unis (au sens que donne à l'expression « U.S. person » le *Regulation S* pris en application de la Loi de 1933) ou pour le compte ou à l'avantage d'une telle personne, sauf dans le cas de certaines opérations exemptées de la Loi de 1933 et conformément avec les lois sur les valeurs mobilières d'un État qui s'appliquent.

PORTEURS DE TITRES VENDEURS

Le présent prospectus peut également, à l'occasion, viser le placement de Titres par certains porteurs de titres vendeurs par voie de placement secondaire. Les conditions auxquelles les Titres peuvent être offerts par les porteurs de titres vendeurs seront décrites dans le supplément de prospectus pertinent. Le supplément de prospectus visant ou incluant un placement de Titres par les porteurs de titres vendeurs comprendra, sans s'y limiter et le cas échéant : a) les noms des porteurs de titres vendeurs; b) le nombre et le type de Titres détenus en propriété ou faisant l'objet d'un contrôle ou d'une emprise par chacun des porteurs de titres vendeurs; c) le nombre de Titres distribués pour le compte de chaque porteur de titres vendeur; d) le nombre de Titres devant être détenus en propriété ou faire l'objet d'un contrôle ou d'une emprise par les porteurs de titres vendeurs après le placement et le pourcentage que ce nombre ou ce montant représente par rapport au nombre total de Titres en circulation de la catégorie pertinente; e) le fait de savoir si les Titres sont détenus en propriété par les porteurs de titres vendeurs en qualité de porteurs inscrits et de propriétaires véritables, en qualité de porteurs inscrits seulement ou de propriétaires véritables seulement; f) si le porteur de titres vendeur a acheté certains des Titres qu'il détient au cours des 24 mois précédant la date du supplément de prospectus, la date ou les dates auxquelles il a acquis les Titres; et g) si le porteur de titres vendeur a acquis les Titres qu'il détient au cours des 12 mois précédant la date du supplément de prospectus, leur coût pour le porteur de titres vendeur au total et par titre.

EMPLOI DU PRODUIT

À moins d'indication contraire dans un supplément de prospectus, ICF affectera le produit net de la vente de Titres aux fonds généraux d'ICF et de ses sociétés affiliées et l'utilisera pour les besoins généraux de l'entreprise.

FACTEURS DE RISQUE

Avant d'envisager un placement dans des Titres, l'acquéreur éventuel aurait intérêt à étudier les catégories de risques mentionnés et abordés dans les documents intégrés par renvoi au présent prospectus (notamment les documents intégrés par renvoi qui ont été déposés ultérieurement) et, s'il y a lieu, celles qui sont décrites dans un supplément de prospectus lié à un placement particulier de Titres. Les investisseurs éventuels devraient examiner les catégories de risques décrits à la rubrique « Gestion des risques » du rapport de gestion annuel et du rapport de gestion intermédiaire et les facteurs de risque intégrés par renvoi provenant des documents d'ICF déposés auprès des commissions de valeurs mobilières ou d'autorités analogues au Canada qui sont intégrés par renvoi dans le présent prospectus.

MANDATAIRE AUX FINS DE LA SIGNIFICATION DES ACTES DE PROCÉDURE

William L. Young, Robert G. Leary et Frederick Singer (les « administrateurs non-résidents ») sont des administrateurs d'ICF qui ne résident pas au Canada. Les administrateurs non-résidents ont nommé le mandataire suivant aux fins de la signification des actes de procédure :

Nom de la personne ou désignation de la société	Nom et adresse du mandataire
William L. Young Robert G. Leary Frederick Singer	Intact Corporation financière 700 University Avenue, Suite 1500-A (Service du contentieux) Toronto (Ontario) Canada M5G 0A1

Les acquéreurs sont priés de noter qu'il pourrait être impossible de faire appliquer des jugements rendus au Canada contre toute personne qui réside à l'extérieur du Canada, même si la partie a nommé un mandataire aux fins de la signification des actes de procédure au Canada.

QUESTIONS D'ORDRE JURIDIQUE

À moins d'indication contraire dans le supplément de prospectus, certaines questions juridiques relatives aux Titres offerts dans le cadre d'un supplément de prospectus feront l'objet d'un avis donné pour ICF par Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l. Au 5 décembre 2019, les associés et avocats salariés de Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l., en tant que groupe, sont les propriétaires véritables, directement ou indirectement, de moins de 1 % des titres émis et en circulation d'ICF ou d'une personne avec laquelle ICF a un lien de dépendance ou qui est un membre de son groupe.

AUDITEURS, AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

Les auditeurs d'ICF sont Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., situés au 900, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau 2300, Montréal (Québec) H3A 0A8. Les auditeurs ont confirmé à ICF qu'ils sont indépendants au sens du Code de déontologie des comptables professionnels agréés de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec.

L'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres des actions ordinaires et des actions de catégorie A est Services aux investisseurs Computershare Inc., par l'intermédiaire de son bureau principal de Toronto, en Ontario.

DROITS DE RÉOLUTION ET SANCTIONS CIVILES

La législation en valeurs mobilières de certaines provinces et certains territoires du Canada confère à l'acquéreur un droit de résolution. Ce droit ne peut être exercé que dans les deux jours ouvrables suivant la réception réelle ou réputée du prospectus et des modifications. Ces lois permettent également à l'acquéreur de demander la nullité ou, dans certains cas, la révision du prix ou des dommages-intérêts par suite d'opérations de placements effectuées avec un prospectus ou des modifications contenant des informations fausses ou trompeuses, ou par suite de la non-transmission du prospectus ou des modifications. Toutefois, ces diverses actions doivent être exercées dans des délais déterminés. On se reportera aux dispositions applicables et on consultera éventuellement un conseiller juridique.

De plus, les acquéreurs initiaux de titres d'emprunt, reçus de souscription ou bons de souscription (ou des unités composées en partie de ceux-ci) qui sont convertibles en d'autres titres d'ICF ou qui peuvent être échangés ou exercés en vue d'obtenir ces titres, auront un droit contractuel de résolution dont ils pourront se prévaloir contre ICF relativement à la conversion, à l'échange ou à l'exercice de ces titres d'emprunt, reçus de souscription ou bons de souscription. Le droit contractuel de résolution confèrera aux acquéreurs initiaux le droit de recevoir le montant versé à la conversion, à l'échange ou à l'exercice (et tout montant supplémentaire versé à la conversion, à l'échange ou à l'exercice), à la remise des titres sous-jacents obtenus de cette façon, si le présent prospectus (dans sa version complétée ou modifiée) renferme des déclarations fausses ou trompeuses, pourvu que : (i) la conversion, l'échange ou l'exercice ait lieu dans les 180 jours suivant la date d'achat du titre pouvant être converti, échangé ou exercé aux termes du présent prospectus, et (ii) le droit de résolution soit exercé dans les 180 jours suivant la date d'achat du titre pouvant être converti, échangé ou exercé aux termes du présent prospectus. Les acquéreurs initiaux doivent également savoir que, dans certaines provinces, le droit de résolution pour des dommages-intérêts relativement à des déclarations fausses ou trompeuses dans un prospectus se limite au montant payé aux termes d'un prospectus pour le titre pouvant être converti, échangé ou exercé, et, par conséquent, tout autre paiement effectué au moment de la conversion, de l'échange ou de l'exercice ne pourra être récupéré dans le cadre d'une poursuite en dommages-intérêts. On se reportera aux dispositions applicables et on consultera éventuellement un avocat.

GLOSSAIRE DES PRINCIPAUX TERMES EN ASSURANCE ET AUTRES TERMES

Nous mesurons le succès de notre rendement en utilisant un certain nombre de mesures clés du rendement, dont certaines figurent dans le présent prospectus et dans les documents intégrés par renvoi. Certaines de ces mesures clés du rendement, comme le résultat par action, sont des mesures financières établies d'après les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). En outre, comme bien des sociétés d'assurance, nous analysons le rendement d'après des ratios de souscription comme le ratio combiné, le ratio des frais et le ratio des sinistres et d'autres mesures non conformes aux IFRS. En général, nous présentons ces mesures parce que nous pensons qu'elles nous permettent de mesurer plus efficacement notre rendement par rapport à notre stratégie d'exploitation ainsi que par rapport aux résultats de nos pairs et concurrents. Nous pensons également que ces mesures et d'autres mesures non conformes aux IFRS présentent des informations utiles aux investisseurs et les aident à analyser notre rendement. Toutefois, si ICF et d'autres sociétés d'assurance mesurent et évaluent le rendement de leurs activités et divisions consolidées respectives en renvoyant à ces mesures ou à des mesures semblables, les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée ou prescrite aux termes des IFRS ou autrement et ne sont pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les investisseurs doivent être mis en garde que ces mesures ne devraient pas être interprétées comme une solution de rechange au bénéfice net ou à d'autres mesures de rendement financier calculées conformément au IFRS. La méthode que nous utilisons pour calculer ces mesures peut être différente de celle d'autres sociétés et, par conséquent, les mesures pourraient ne pas être comparables aux mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Se reporter également à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS » dans le rapport de gestion annuel et le rapport de gestion intermédiaire, lesquels documents sont intégrés par renvoi dans les présentes.

Des détails importants sur ces mesures, y compris la manière dont elles sont définies et calculées, figurent dans notre rapport de gestion intégré par renvoi au présent prospectus, et se présentent comme suit :

- « BAIIA tiré de la distribution » désigne les résultats d'exploitation, avant intérêts et impôts, de nos courtiers consolidés (y compris notre courtier en propriété exclusive BrokerLink), ainsi que notre part des résultats d'exploitation, avant intérêts et impôts, de nos courtiers associés pour une période donnée;

- « bénéfice net d'exploitation » désigne la somme des résultats techniques, des revenus d'intérêts créditeurs et de dividendes et des revenus du segment siège social et distribution après impôt (il s'agit d'une importante mesure de la rentabilité);
- « bénéfice net d'exploitation par action » désigne le bénéfice net d'exploitation pour la période divisé par le nombre moyen d'actions en circulation pour la même période;
- « évolution des sinistres des exercices antérieurs » désigne le montant net du paiement des sinistres et de la réduction du total du passif au titre des sinistres sur une période donnée (un montant net négatif s'appelle une évolution favorable des sinistres des exercices antérieurs, alors qu'un montant net positif s'appelle une évolution défavorable des sinistres des exercices antérieurs);
- « flux de trésorerie disponibles aux fins d'activités d'investissement » désigne les flux de trésorerie nets provenant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et du portefeuille de placements;
- « primes directes souscrites » ou « PDS » désigne le total des primes pour les nouvelles affaires et les renouvellements qui sont facturées (souscrites) à l'assuré de première ligne pour une période donnée;
- « primes nettes acquises » désigne la tranche des primes souscrites qui est reconnue aux fins comptables à titre de produits pour une période, mais exclut les primes nettes acquises des unités d'exploitation abandonnées de l'assurance des entreprises aux États-Unis;
- « produit net de souscription » désigne les primes nettes acquises moins les sinistres nets survenus, les commissions, les taxes sur primes et les frais généraux (à l'exclusion de l'ARM);
- « produit net tiré de la distribution » désigne le bénéfice d'exploitation avant intérêts et impôts provenant de nos courtiers consolidés (y compris notre courtier en propriété exclusive, BrokerLink) et notre part du bénéfice d'exploitation avec intérêts et impôts provenant de nos courtiers associés pour une période donnée;
- « ratio combiné » désigne la somme du ratio des sinistres et du ratio des frais (un ratio combiné inférieur à 100 % indique des résultats techniques rentables, alors qu'un ratio combiné supérieur à 100 % indique des résultats techniques non rentables);
- « ratio de l'évolution des sinistres des exercices antérieurs » désigne l'évolution des sinistres des exercices antérieurs exprimée en pourcentage des primes nettes acquises (en fonction du rapport de gestion);
- « ratio des frais » désigne les frais techniques qui comprennent les commissions, les taxes sur primes et l'ensemble des frais généraux et administratifs engagés dans le cadre de l'exploitation de l'entreprise de souscription au cours d'une période définie et exprimés en pourcentage des primes nettes acquises pour cette même période;
- « ratio des sinistres » désigne les sinistres et frais de règlement subis au cours d'une période donnée, déduction faite de la réassurance, exprimés en pourcentage des primes nettes acquises pour cette même période;
- « ratio des sinistres liés aux catastrophes » désigne les sinistres liés aux catastrophes pour l'année en cours, y compris les primes de reconstitution nettes, exprimé en pourcentage des primes nettes acquises (en fonction du rapport de gestion) avant les primes de reconstitution;
- « ratio des sinistres sous-jacent pour l'exercice en cours » désigne notre ratio des sinistres de l'exercice en cours compte non tenu des sinistres liés aux catastrophes, des primes de reconstitution et de l'évolution des sinistres des exercices antérieurs. Les catastrophes sont des événements imprévisibles, et de ce fait, leur exclusion procure un aperçu plus précis de notre analyse du rendement de l'exercice en cours;
- « rendement des capitaux propres ajusté » ou « RCPA » désigne le résultat net des activités poursuivies pour une période de 12 mois, moins les dividendes sur les actions privilégiées, plus l'incidence après impôt de l'amortissement des immobilisations incorporelles comptabilisées au moment de regroupements d'entreprises, des coûts d'intégration et de restructuration et des variations de la juste

valeur de la contrepartie éventuelle, divisé par les capitaux propres moyens (à l'exclusion des actions privilégiées) au cours de cette période de 12 mois;

- « rendement des capitaux propres opérationnel » ou « RCPO » désigne le résultat opérationnel net des 12 derniers mois divisé par les capitaux propres moyens (à l'exclusion des actions privilégiées et du cumul des autres éléments du résultat global) au cours de cette période de 12 mois;
- « rendement fondé sur le marché » désigne un rendement calculé en utilisant les revenus d'intérêts créditeurs et de dividendes pour la période, divisés par la moyenne de la juste valeur des actifs investis, calculés mensuellement, y compris les équivalents de trésorerie, mais non les soldes au comptant;
- « résultat par action ajusté » ou « RPAA » désigne le résultat net des activités poursuivies pour une période donnée, moins les dividendes sur les actions privilégiées, plus l'incidence après impôt de l'amortissement des immobilisations incorporelles comptabilisées au moment de regroupements d'entreprises, des coûts d'intégration et de restructuration et des variations de la juste valeur de la contrepartie éventuelle, divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période;
- « résultats non opérationnels » désigne des éléments qui ne sont pas représentatifs de notre rendement opérationnel puisqu'ils ont trait à des éléments spéciaux, comportent une volatilité importante d'une période à l'autre ou ne s'inscrivent pas dans nos activités régulières.

ATTESTATION D'INTACT CORPORATION FINANCIÈRE

Le 5 décembre 2019

Le présent prospectus simplifié, avec les documents qui y sont intégrés par renvoi, révélera, à la date du dernier supplément qui se rapporte aux titres offerts au moyen du prospectus et des suppléments, de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement, conformément à la législation en valeurs mobilières de chacune des provinces et de chacun des territoires du Canada.

(signé) CHARLES BRINDAMOUR
Chef de la direction

(signé) LOUIS MARCOTTE
Chef des finances

Au nom du conseil d'administration

(signé) JANE KINNEY
Administratrice

(signé) TIMOTHY H. PENNER
Administrateur